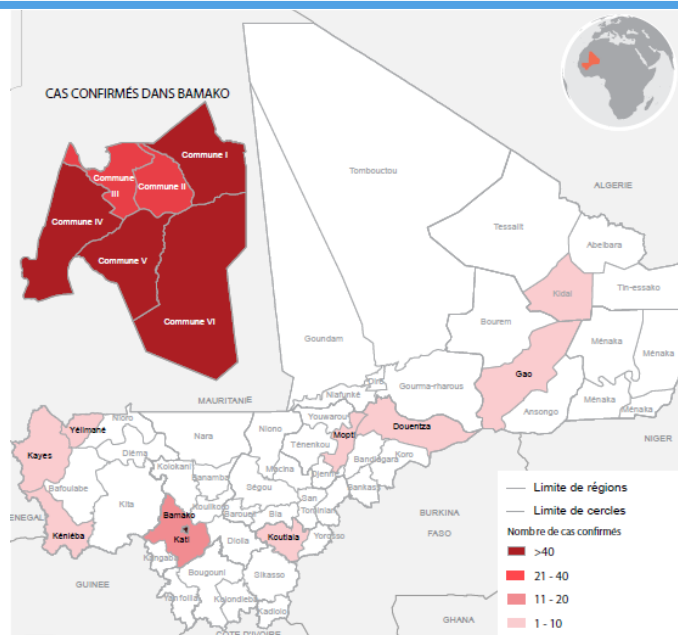


Points SAILLANTS

- Au 23 avril, le Mali comptait 309 cas dont 17 décès.
- Au total, 77 personnes ont été déclarées guéries.
- A ce jour, des cas ont été enregistrés dans le district de Bamako ainsi que dans les régions de Kayes, de Kidal, de Koulikoro, de Koutiala, de Gao et de Mopti.
- L'exportation et la réexportation des denrées de première nécessité est interdite jusqu'à nouvel ordre.



Chiffres clés

309 Cas confirmés	77 Personnes guéries	8 Personnes évacuées hors du pays	21 Décès	16 Districts sanitaires touchés	36061 Numéro vert gratuit pour informer et orienter les populations
-----------------------------	--------------------------------	---	--------------------	---	---

Information contextuelle

- La Direction générale des douanes a interdit à compter du 17 avril, et ce jusqu'à nouvel ordre, l'exportation et la réexportation des produits alimentaires (riz, le mil, sucre, lait, pâtes alimentaires, huile), les masques, les gels hydro-alcooliques, le gaz butane et l'aliment-bétail.
- Dans le cadre programme « un Malien, un masque », les forces armées sont mises à contribution dans la confection des masques à travers l'atelier de confection des tenues de la Direction du commissariat des armées pour produire un million de masques lavables au profit de la population.
- La distribution des masques a débuté le 19 avril et se poursuit. Le Ministre de la santé et des affaires sociales a lancé le 22 avril, à Bamako, l'opération de remise de masques aux professionnels des transports publics urbains et interurbains.
- Au 21 avril, le Fonds Spécial créé par le Gouvernement, logé à la Banque Malienne de Solidarité (BMS. S.A) sous le numéro ML102 01001 057590803001-39, était crédité de 2 028 147 036 FCFA (3,4 millions de dollars).

Réponse humanitaire



Besoins :

- La dotation du personnel de santé de moyens de protection dans toutes les formations sanitaires est une priorité.

- Les besoins en termes de médicaments et consommables, de matériels, d'équipements de protection et de kits de prise en charge du COVID-19 dans les structures sanitaires restent élevés en raison de l'augmentation continue du nombre de cas et de personnes contacts.
- Le besoin de renforcement de la formation des prestataires notamment pour le port correct des équipements de protection individuelle (EPI) et pour la prise en charge des cas sévères et leur surveillance demeure.

Réponse :

- L'OMS a remis de 110 tablettes au Ministère de la santé et des affaires sociales pour le suivi des cas et des contacts.
- L'OMS a commandé localement dans le cadre du CERF COVID-19 des intrants du laboratoire et pour le contrôle et la prévention des infections pour un montant de 250 000 dollars américains (environ 147 millions de FCFA).
- Le PAM a facilité le transport et la livraison de la Chine à Bamako via le Dépôt de réponse humanitaire des Nations Unies (UNHRD) à Accra/Ghana, du matériel (masques de protection médicale, combinaisons jetables, masques médicaux, thermomètres infrarouges, de lunettes de protection, de gants et de couvre-chaussures) dont le gouvernement chinois a fait don au Ministère de la santé.
- La campagne de sensibilisation des associations des jeunes se poursuit à Bamako dans les « grins » les gares routières et dans les mosquées.
- La diffusion des messages de sensibilisation de la population sur les médias est intensifiée.

Nutrition

Besoins (*il n'y a pas eu mise à jour cette semaine*)

- La réponse humanitaire en nutrition doit être maintenue dans les circonstances du COVID-19, y compris sur les aspects de prévention et de dépistage pour éviter une détérioration rapide de la situation nutritionnelle. La nature de ces interventions doit être adaptée au COVID-19. Cela concerne à la fois la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère et les aspects de prévention (alimentation du nourrisson et du jeune enfant et blanket feeding) et de dépistage pour éviter une détérioration rapide de la situation nutritionnelle.
- Le cluster nutrition doit renforcer la coordination avec les secteurs de la santé et de l'eau, l'hygiène et l'assainissement (EHA) pour s'assurer que les conditions de prise en charge, au niveau des centres de santé et au sein de la communauté en général, respectent les recommandations gouvernementales. Une accélération de la formation et de la dotation en équipement de protection des personnels de santé, des agents de santé communautaires et relais est requise.

Réponse :

- Les projets des membres du cluster ont pu être révisés en accord avec les principaux bailleurs de fonds pour être adaptés à la réponse au COVID-19, conformément aux recommandations nationales et internationales. Les initiatives communautaires de prévention, dépistage et prise en charge vont être renforcées.
- La prise en charge de la malnutrition aiguë sévère (MAS) et modérée (MAM) continue avec pour la semaine épidémiologique 16 (13 au 19 avril), quelque 4 380 cas admis dont 2 266 cas de MAM et 2 014 cas de MAS. L'analyse des données montre que les chiffres d'admission sont équivalents à ceux de 2019 pour le premier trimestre et jusqu'à la semaine 16.
- Le PAM et l'UNICEF continuent la livraison des intrants au niveau des districts et des régions (stocks tampons) pour couvrir les besoins pour trois mois.
- Le cluster a appuyé la tenue d'une réunion de la cellule de coordination multisectorielle de la nutrition et du réseau Scaling Up Nutrition (SUN) - un mouvement mondial d'une soixantaine de nations, aidant ses pays à rompre le cycle de la malnutrition - qui a permis aux participants d'échanger entre acteurs du développement et de l'humanitaire, des secteurs publics et privés, sur les actions immédiates de réponse au COVID-19 mais aussi de définir des modalités pour préparer la réponse à moyen terme et continuer les travaux sur le plan d'action multisectoriel de la nutrition.
- L'ajustement des cas attendus et des cibles du secteur est en discussion sur la base d'une analyse par région, pour anticiper l'impact de la pandémie et de la situation de sécurité alimentaire sur la situation nutritionnelle des populations.
- En lien avec le cluster sécurité alimentaire, le cluster nutrition appuiera l'analyse des données de l'évaluation et de cartographie de la vulnérabilité (enquête à distance) pour un suivi rapproché de la situation de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (SAN) des ménages au Mali.

Education

Besoins :

- Les besoins restent les mêmes et toujours élevés en raison de la fermeture prolongée des écoles

- La stratégie du gouvernement est en cours de finalisation et le plan d'action va se focaliser sur les activités prioritaires parmi lesquelles l'identification et la validation des ressources qui pourront être utilisées pour l'éducation à distance et le développement du protocole COVID-19 pour les écoles protégées.

Réponses :

- L'accès à l'éducation a été affecté par la décision du gouvernement de fermer les écoles à partir du 19 mars en tant que mesure de prévention COVID-19. Le cluster Education travaille avec le ministère de l'éducation pour finaliser une stratégie de réponse à l'épidémie organisée autour de deux axes principaux : le premier concerne la continuité des activités pédagogiques (notamment par la mise en place d'opportunités d'enseignement à distance/à domicile) et le second vise à soutenir la préparation de la réouverture des écoles dans un environnement sensible à la protection. Tous les élèves des catégories suivantes sont concernés : les personnes déplacées, les rapatriés, les communautés d'accueil et la population locale.
- L'inventaire des ressources d'enseignement à distance est en cours pour assurer un accès continu à l'éducation et à la protection. L'enseignement à distance sera soutenu par des activités de mobilisation communautaire. Par ailleurs, une stratégie d'enseignement accéléré et de cours de rattrapage est en cours d'élaboration, ainsi qu'un soutien aux élèves du secondaire qui passent des examens après la réouverture des écoles afin de garantir la mise à niveau des élèves. Ce programme visera les enfants d'âge scolaire les plus vulnérables dans toutes les régions.
- L'UNESCO a finalisé un contrat avec les clubs UNESCO pour la vulgarisation des plateformes mises en place par le Ministère de l'éducation nationale pour assurer la continuité des apprentissages.
- La radio Studio Tamani poursuit les échanges avec la Direction nationale de l'enseignement fondamental en vue de la validation des capsules radiophoniques scolaires produites pour le démarrage et les modalités de leur diffusion sur le réseau de 75 radios partenaires. Ces ressources seront considérées parmi les ressources disponibles à valider.
- Ces efforts sont complétés par des initiatives privées comme le Complexe Kingui School (regroupant l'enseignement fondamental, secondaire et universitaire à distance via Internet), lancé officiellement le 21 avril en présence du Ministre de l'éducation. Cette initiative sera également étudiée par le comité pédagogique chargé de l'identification des ressources. Dans ce contexte l'enjeu de la coordination et de la communication sont essentiels pour assurer une offre éducative cohérente et complémentaire ainsi qu'une communication claire avec les familles et les élèves pour leur faciliter l'accès aux opportunités éducatives adaptées à leurs besoins et à leurs moyens pour atteindre le maximum d'enfants et notamment ceux les plus vulnérables.

Sécurité alimentaire

Besoins (*il n'y a pas eu mise à jour cette semaine*)

- Les partenaires sont en train d'élaborer la stratégie du cluster et d'identifier les cibles sur la base des activités critiques dans le contexte du COVID-19.
- Ils envisagent de soutenir l'assistance alimentaire de la réponse sanitaire du Gouvernement ainsi que des secteurs de la santé et de l'EHA.
- Il est nécessaire de mener des actions en synergie avec les partenaires des secteurs de la santé, de l'EHA et de la nutrition pour la réponse à apporter aux zones de confinement et de mise en quarantaine.
- Il est nécessaire et important de connaître l'impact socio-économique du COVID-19 sur les moyens d'existence des ménages vulnérables.

Réponses :

- Le Cluster a élaboré la stratégie de réponse dans le contexte COVID-19 axée d'une part sur les adaptations nécessaires pour la mise en œuvre des activités critiques du Plan de Réponse Humanitaire et d'autre part sur l'accompagnement à la réponse sanitaire en assistance alimentaire.
- Les membres du cluster ont élaboré une stratégie de mise en œuvre du ciblage des ménages vulnérables dans le contexte du COVID-19.
- Sous le lead du Système d'alerte précoce (SAP), un comité technique comprenant le cluster sécurité alimentaire, le PAM, la FAO, FEWSNET, l'Observatoire du marché agricole (OMA) est mis en place pour le suivi de la vulnérabilité des ménages et le suivi du fonctionnement des marchés à travers un dispositif mobile d'évaluation et de cartographie de la vulnérabilité (mVAM). Les bulletins bimensuels de ce dispositif permettront d'apprécier l'impact de COVID-19 sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations.
- La matrice de coordination de la réponse COVID-19 sera lancée pour apprécier le positionnement des acteurs.

- Le PAM a organisé une formation à distance des formateurs sur l'évaluation de la capacité des marchés de détail. Parmi les participants figuraient 30 membres de six ONG partenaires qui effectueront l'évaluation du marché dans les prochaines semaines. Les conclusions de cette évaluation aideront à prendre des décisions sur la modalité d'assistance alimentaire la plus appropriée dans le contexte du COVID-19.
- Le processus de distribution alimentaire a été ajusté pour s'adapter à la pandémie. Le PAM a fourni à ses partenaires des équipements de protection individuelle (EPI) et des kits d'hygiène. En outre, la distanciation est respectée sur les sites de distribution qui ont été dotés de dispositif de lavage des mains et de vérification de la température. Près de 29,4 millions de FCFA (50 000 dollars) supplémentaires ont été mobilisés par le PAM pour mettre en œuvre ces mesures de distributions en lien avec le COVID-19.
- La communication avec les communautés continue avec la sensibilisation de groupes spéciaux (personnes déplacées, réfugiés, rapatriés, pasteurs) aux mesures préventives COVID-19 lors des distributions de nourriture dans les régions de Gao, Kayes, Ménaka, Tombouctou et Touadenit. Organisée en partenariat avec les Directions régionales de la santé, cette campagne de sensibilisation cible 55 000 ménages en avril dans tout le pays. À ce jour, 30 000 ménages ont déjà été touchés par cette campagne.

Protection

Besoins :

- Dans ce contexte de pandémie, le besoin de maintenir le système de monitoring de protection, de suivi des mouvements de population et d'évaluation rapide de protection demeure.
- La matrice 5W (Qui, fait Quoi, Où, Quand, Pour qui) comportera une catégorie de plus pour assurer le suivi du COVID-19. Les partenaires sont encouragés à compléter cet outil qui permettra l'analyse des capacités opérationnelles des acteurs de protection et des risques potentiels de suspension/arrêt de programmes de protection ainsi que la cartographie des nouvelles activités liées au COVID-19.

Réponse :

- La Stratégie d'intervention COVID-19 du secteur comprenant une analyse des risques potentiels de protection, des individus et des groupes les plus vulnérables, ainsi que les axes prioritaires d'intervention et des directives opérationnelles a été publiée.
- Des discussions sont en cours au sein du sous cluster protection de l'enfance avec la Direction nationale de protection de l'enfance et le cluster santé, sur les procédures de prise en charge des nouveaux enfants admis dans une structure d'hébergement et d'accueil (notamment sur les conditions de mise en isolement pendant 14 jours).
- Un exercice est en cours avec les partenaires du sous cluster violences basées sur le genre (VBG) pour mener une analyse situationnelle permettant d'identifier l'impact du COVID-19 et les gaps en termes de services VBG.
- La collecte des informations pour la matrice 5W (Qui, fait Quoi, Où, Quand, Pour qui) permettant l'analyse des capacités opérationnelles des acteurs de protection et des risques potentiels de suspension et/ou d'arrêt de programmes est en cours.
- La cartographie des services de protection et des mécanismes communautaires de protection sont en cours de mise à jour pour permettre d'assurer la continuité des activités.

Abris et biens non-alimentaires (BNA)

Besoins :

- Les mouvements de populations continuent en raison de l'insécurité. Quelque 372 ménages déplacés internes enregistrés dans la commune d'Anchawadi (région de Gao) ont exprimé des besoins en abris et en biens non alimentaires après une évaluation faite par Catholic Relief Services (CRS).
- Dans la région de Mopti également, 7 046 personnes déplacées internes ont été identifiées et ciblées avec les mêmes besoins prioritaires en abris et biens non alimentaires.
- Le HCR et son partenaire l'ONG ADES en collaboration avec la Direction régionale de l'Hydraulique, ont évalué les besoins d'accès à l'eau potable sur plusieurs sites de retour des rapatriés et des communautés dans la région Tombouctou (Niafunké Goundam et Gossi), faisant ressortir parmi les priorités le manque de source d'énergie pour alimenter les pompes immergées.

Réponse

- Un partenaire s'est positionné pour une réponse en non vivres pour 345 ménages déplacés installés dans la ville de Bankass. Le Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC) sous financement de l'Agence suédoise de développement et coopération

internationale (SIDA), a apporté une réponse en non vivres incluant du savon pour la prévention et la lutte contre le COVID-19 aux 669 ménages déplacés internes dans des villages environnants de Bankass

- A la suite de l'évaluation multisectorielle rapide réalisée du 18 au 21 mars sur trois sites de la commune de Gounzourey (région de Gao) par NRC et Médecins du Monde Belgique (MDM-Be) avec l'appui du Développement Social, le RRM NRC a apporté une assistance en non-vivres à 248 ménages déplacés vulnérables identifiés (1 488 personnes) du 10 au 14 avril et sous le financement SIDA. En plus des sensibilisations accrues sur les gestes barrières de prévention contre le COVID-19, un dispositif de lavage des mains et 400 g de savon ont été remis à chaque ménage.
- L'OIM a distribué 36 kits post-formation aux bénéficiaires au titre du Fonds Fiduciaire de l'Union Européenne.
- L'OIM, en collaboration avec la Direction régionale de la santé et les partenaires humanitaires, a organisé des sessions d'information dans les régions de Gao, de Kayes, de Mopti et de Tombouctou. L'objectif de cette approche est de mieux équiper les relais pour une sensibilisation à grande échelle en faveur des déplacés et des migrants hébergés dans les centres, les sites d'accueil et les familles. Ces activités se sont concentrées sur la sensibilisation, la fourniture de kits de lavage des mains dans les gares, dans le centre d'accueil du Bureau national catholique de l'enfance (BNCE) et la visite des cordons sanitaires. L'OIM a aussi fait une donation de matelas et de nattes au comité d'intervention de COVID-19 de Tombouctou.

Eau, hygiène et assainissement (EHA)

Besoins

- Le besoin prioritaire est le maintien de l'accès continu à l'eau propre pour le lavage des mains et l'hygiène au niveau des centres de soins de santé, en milieu communautaire et au niveau des ménages. Ceci permettra ainsi de contribuer à la prévention et au contrôle des infections, dans un contexte où les standards minimum (normes Sphère) ne sont pas encore atteints.
- Le positionnement des acteurs en EHA est à renforcer dans le sud du pays car cette zone ne faisait pas partie des zones prioritaires dans le cadre du Plan de Réponse Humanitaire (HRP) pour 2020.
- Les stocks d'EHA pour la réponse au COVID-19 sont à renforcer (les stocks de contingence prépositionnés n'intégraient pas les intrants COVID-19 hormis le savon).
- Une mobilisation de ressources additionnelles s'avère nécessaire pour assurer la mise en œuvre des mesures d'atténuation et de prévention EHA dans toutes les interventions humanitaires en 2020 mais aussi pour la mise en œuvre des paquets minimum EHA COVID-19 au niveau des centres de soins de santé, des communautés (kits espaces publics, kits relais, sites de déplacés) et des ménages pour la riposte à la pandémie.

Réponse

- Les services techniques étatiques du secteur s'activent dans la riposte à travers la mise en place systématique de dispositifs de lavage des mains et des gels hydro alcooliques à l'entrée de leurs locaux, la tenue de réunions d'information et de sensibilisation, la diffusion de messages sur les réseaux sociaux (groupe WhatsApp) ;
- Les acteurs du RRM font de la promotion à l'hygiène (messages de prévention par mégaphone et la distribution des prospectus avec images sur les gestes barrière) une activité transversale dans tous les secteurs couverts et intègrent des kits ménage de lavage des mains (bouilloire, bassine et savon) dans les distributions de kits. A cet effet, 1 998 250 personnes ont été sensibilisées dans la région de Sikasso. De même, 332 personnes déplacées internes ont été sensibilisées sur le COVID-19 sur sept sites de déplacés à Mopti.
- L'UNICEF en tant qu'agence lead du cluster a participé à la riposte dans les régions et dans le District de Bamako. Un total de 170 300 personnes assistées
- A Gao, la formation de 24 agents communautaires chargés de la surveillance des sept cordons sanitaires est en cours.
- Le cluster EHA a mis en place un mécanisme de suivi hebdomadaire de la riposte.

Situation des articles et matériaux distribués par les partenaires du cluster.

Région / district	Article distribué	Quantité
Bamako	Chlore	9 tonnes
	Savon	24 000 morceaux
	Masques	100 000 unités
Kayes	Dispositif de lavage de mains	100 unités
	Savon	3024 morceaux
	Dalles plastiques pour les établissements de soins	90 unités
	Tarpaulin (toile de protection en polyéthylène)	15 rouleaux (4m x 50m)
Mopti	Dalles en plastique pour le centre de prise en charge de l'Hôpital régional	8 unités
	Tarpaulin	1 rouleau (4m x 50m)
	Dispositif de lavage de mains	20 unités
Tombouctou	10 dalles SanPlat	10 unités

	Tente de 42 m ²	3 unités
	Tente de 72 m ²	1 unité

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Ute Kollies, Chef de Bureau, kollies@un.org

Katy Thiam, Chef de l'Unité Information Publique et Plaidoyer, thiamk@un.org

Ibrahima Koné, Chargé de l'Information Publique, kone65@un.org

Les *sitrep* d'OCHA sont disponibles sur <http://www.unocha.org/mali> | www.unocha.org | www.reliefweb.int